

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU SYNDICALISME FRANÇAIS...

La voix des morts est plus forte que celle des vivants! Il a fallu l'assassinat de la rue Grange-aux-Belles, froidement préparé et tout aussi froidement exécuté par les mercenaires de Moscou, pour poser franchement et catégoriquement devant le syndicalisme français la question de son attitude envers tout ce qui provient de Moscou, envers le Parti communiste, - envers la C.G.T.U., - envers les deux Internationales communistes de Moscou.

Mais ne serait-il pas propice, quelques heures avant l'ouverture du Congrès de la minorité syndicaliste révolutionnaire qui s'ouvrira aujourd'hui, sous l'égide de la marche funèbre de Paris révolutionnaire, de récapituler les derniers événements pour essayer de montrer que le meurtre prémédité de révolutionnaires n'a été que la goutte fatale qui a complètement fait déborder le vase syndicaliste. Car, à la veille des événements tragiques du 11 janvier, la situation n'était-elle pas déjà assez nette pour obliger la minorité syndicaliste révolutionnaire à prendre position sans qu'elle fut obligée de le faire le lendemain des meurtres?

Le Congrès de Bourges a fait ressortir deux éléments très distincts dans le sein du mouvement ouvrier, français.

1- L'homogénéité mécanique de la majorité, son asservissement aveugle à tout ce qui est moscovite, Monmousseau se rendant allègrement responsable pour la Sainte-Trinité du Kremlin, - le gouvernement russe, l'Internationale communiste et l'I.S.R., - et, pour tous ses actes, la cristallisation la plus marquée de cette homogénéité et de cette servilité.

2- L'hétérogénéité de la minorité, transforme après le Congrès en quasi-impuissance (grâce au mélange disparate des éléments qui la composaient, mais unie par cette seule déclaration: «*Adviennne que pourra, nous resterons à la C.G.T.U.*»).

Et pourtant, quelque chose est advenu depuis qui a changé la face des choses et que les minoritaires devront examiner sérieusement.

Il y a d'abord l'entente gracieusement amicale des gouvernements russe et italien. Les journaux fascistes font l'apologie du gouvernement soviétiste russe: la presse russe explique la grande valeur du rapprochement entre l'Italie mussolinienne et la Russie léninesque. Le *Parti communiste italien* qui renie Bombacci pour les expressions par trop amicales de ce dernier à l'adresse du fascisme, a toutes les peines du monde pour forcer l'*Internationale communiste* à changer la censure à son égard en une censure assez tardive du trop cyniquement moscoutaire Bombacci. Et le *Parti communiste français*, lui, fait le sourd-muet. La section française de l'I.C. ne voit ni n'entend les actes et les paroles de ses maîtres qui, pourtant, lui payent de bons salaires.

Qu'est-ce que cet accord entre le fascisme de Rome et le bolchevisme de Moscou? L'atout du jeu, - c'est, on le sait, la reconnaissance de jure de la Russie des *Soviets* par l'Italie des *Chemises noires*. Mais, nous dit Monmousseau, - et en cela nous sommes complètement d'accord avec lui, - la Russie des Soviets c'est l'I.C., c'est l'I.S.R., trois organismes en un seul! Mais alors, que signifie la reconnaissance de la Russie par l'Italie?

Le fascio et les syndicats fascistes fraterniseront-ils avec le *Parti communiste russe* et avec la C.G.T. russe? Mais oui, pardieu, ni plus ni moins, puisque ni le P.C. russe, ni la C.G.T. russe, - c'est-à-dire ni l'I.C.

ni l'I.S.R., - ne se permettront plus d'attaquer les méfaits du fascisme, ne se permettront plus de parler du «*tyran*» Mussolini, - eux, les alliés volontaires de ce tyran. Rappelons-nous les déclarations du représentant officiel des Soviets au représentant du journal fasciste de Rome: «...*Le rapprochement entre l'Italie et la Russie ne rencontre pas de véritables obstacles, mais au contraire est jugé convenable pour les deux pays soit sur le terrain économique, soit sur le terrain politique... Je répète qu'aucune démonstration anti-fasciste n'eut lieu en Russie, le gouvernement russe n'a aucune intention d'ailleurs de se mêler des affaires intérieures des autres pays*».

Et après tout, est-ce que Losowsky lui-même, dans ses articles sur le fascisme et bolchevisme («*Vie ouvrière*»), ne nous a pas dit que c'était là même chose?

Ah oui! On veut nous faire croire que tandis que le fascisme est la dictature au profit de la bourgeoisie, le bolchevisme est la dictature au profit du prolétariat! Mais il n'y a qu'à suivre les luttes intestines au sein du *Parti communiste russe* pour voir à quel degré personne n'y croit, même en Russie. C'est bien, clair pour tous maintenant que la nouvelle politique économique (la N.E.P.) était bel et bien une politique favorable à la bourgeoisie, et on sait bien, - les communistes mieux que tous les autres, - que la reconnaissance de la Russie par les grandes puissances, - c'est une politique favorable au plus haut degré à la grande bourgeoisie et aux grands industriels!

Le fascisme, issu d'une contre-révolution victorieuse, et le bolchevisme, issu d'une révolution ratée, ont donné le même résultat; la renaissance du capitalisme. Les deux dictatures se valent et ces deux marxistes intelligents, Mussolini et Lénine, s'entendent à merveille. Et s'il manquait encore une preuve à cette entente, ne la trouvons-nous pas quotidiennement dans «*l'Humanité*». Car le journal qui dit tout, trouve plus politique, de ne souffler mot sur cet accord des deux dictateurs marxistes...

Deuxième tableau: les communistes français saluant les travaillistes anglais... «*Le sentiment ou l'instinct de classe, nous dit l'Humanité, ont été cette fois assez vigoureux chez les prolétaires anglais pour qu'ils aient lâché, résolument les deux grands partis bourgeois... Nous demandons aux travailleurs français s'ils sont capables d'imiter l'exemple des prolétaires de Grande-Bretagne...*».

Ça marche! Les communistes français, -tout le monde sait bien que cela signifie la C.G.T.U. aussi, - glorifiant la *Deuxième Internationale* (dont le parti anglais est un des piliers) et la donnant pour exemple aux travailleurs français.

Et qui ne sait pas que le *Labour Party* est imprégné du réformisme le plus médiocre et le plus anti-révolutionnaire?

C'est toujours la théorie de l'amitié pour le plus fort. Le seul communiste de l'ancienne *Chambre des communes* s'est vu souffler la place. Eh bien! faisons la paix avec les travaillistes... Imitons-les! Et puisque Lénine serre la main de Mussolini, il est tout naturel que Cachin serre celle de McDonald!

Troisième fait. - Le plus grave en ce qui concerne le syndicalisme français: les bruits assez insistants sur une entente prochaine entre Poincaré et le gouvernement russe!

La presse parle des rapprochements entre la France et la Russie. Dans une lettre que les camarades américains nous écrivaient en novembre encore ils nous demandaient des détails sur un arrangement secret (qu'ils avaient appris être en préparation) entre la Russie et la France, grâce auquel les capitalistes français obtenaient des conditions très favorables en comparaison de celles obtenues par les capitalistes des autres pays.

Tchitcherine, enfin, fait tous ses efforts pour déblayer le terrain, et invite la France, à négocier.

Il n'y a aucun doute que des négociations sont entamées. Ces négociations sont certainement conduites avec beaucoup de doigté, et bien que les frictions soient inévitables, elles sont surtout d'ordre diplomatique:

un procès Conradi «*force*» le gouvernement russe à des «*représailles*» en boycottant les produits helvétiques en faveur des produits français; mais aussitôt un procès Bournatien Optorg «*force*» de nouveau le gouvernement russe à boycotter la France à son tour, et à déménager ses entreprises commerciales à Londres. Toute cette comédie est assez transparente. La Russie est aux enchères! Qui va proposer la plus grosse somme? Qui va faire la première proposition?

Il est probable que l'année 1924 verra la reconnaissance de la Russie par les grandes puissances.

Les communistes italiens se verront obligés de faire des yeux doux aux fascistes; les communistes anglais, - ils ne sont qu'une demi-poignée, - ont déjà décidé d'appuyer le gouvernement travailliste, c'est-à-dire réformiste à outrance; les communistes français seront bientôt appelés à ne pas s'opposer à une entente avec Poincaré. Tout cela, c'est de bon augure pour le gouvernement russe qui, par la baguette de Zinoviev, fait danser à son goût ces marionnettes communistes.

Mais n'oublions pas que le gouvernement russe, que la politique du gouvernement russe; c'est la politique des Syndicats russes; que l'I.C. a pour devoir de transplanter cette politique sur le terrain international, et que l'I.S.R. doit demander à ses syndicats, la réalisation de sa politique, *ergo* de celle de l'I.C., *ergo* de celle du gouvernement russe.

Que la minorité syndicaliste révolutionnaire, surgie du congrès de Bourges, y pense bien: la C.G.T.U. se rendra responsable, - et ses chefs s'en vantent, - de la politique nettement capitaliste du gouvernement russe; n'oublions pas que tout accord avec la bourgeoisie de l'occident est un renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière russe. La minorité considérera-t-elle toujours de son devoir de rester au sein d'une organisation qui se rendra l'alliée et la complice des gouvernements de Mussolini, de McDonald et de Poincaré?

Ne comprendra-t-elle pas qu'elle aussi portera sa part lourde de responsabilité dans la débâcle prochaine de la classe ouvrière et dans le rétablissement du capitalisme par les forces unies des gouvernements de la Russie et des autres pays de l'Europe, avec l'appui sans réserves des Internationales de Londres et d'Amsterdam d'un côté, et de l'Internationale communiste et de l'I.S.R. de l'autre.

Les gouvernements de l'Europe sont à la veille de tendre la main au gouvernement de la Russie. Nous nous en réjouissons. Il est temps d'en finir avec ce mythe d'un gouvernement communiste ayant les intérêts du prolétariat à cœur.

Il est temps que le gouvernement russe prenne la place qui lui échoit de droit au concert des grandes puissances européennes; il est temps que commissaires et ministres des affaires étrangères s'entendent une fois pour toutes, sur la meilleure façon de vendre en gros et en détail, la classe ouvrière de tous les pays, et surtout il est largement temps que cette classe ouvrière voit de ses propres yeux ce joli concert européen Mussolini-Lénine-McDonald-Poincaré se faire des salamalecs amicaux autour de la table ronde...

Mais alors, avec cette belle perspective s'approchant à grands pas, - ne serait-il pas grand temps aussi d'exiger de la C.G.T.U., et de l'I.S.R. Une réponse nette et sans ambiguïté aucune à la question: «*Vous solidarisez-vous avec la politique étatiste et capitaliste de l'I.C. et du gouvernement russe?*».

Si l'I.S.R. répond par un oui, ou refuse de répondre avec netteté, la C.G.T.U. se verra obligée de quitter un organisme qui se refuse de se déclarer contre l'emprise du capitalisme et contre l'oppression de la classe ouvrière.

Si la C.G.T.U. répond par un oui, ou si elle s'esquive d'une réponse claire, ce sera le devoir sacré de la minorité de la C.G.T.U. de lever bien et sans crainte le drapeau de la révolte contre l'esclavage dans lequel les chefs actuels, de la C.G.T.U. pseudo-révolutionnaire veulent jeter le mouvement ouvrier de France.

Les événements de ces derniers jours ont précipité les choses. Les lâches du *Parti communiste fran-*

çais ont joué quitte ou double... et ont perdu. Le syndicalisme révolutionnaire, devant les cadavres de ses enfants tombés dans le traquenard communiste, commence à revivre. A la veille d'une trahison globale de la classe ouvrière mondiale par le gouvernement russe et ses agents à l'étranger, l'I.C. et l'I.S.R., les syndicalistes révolutionnaires de France voudront-ils se rendre co-responsables de cette trahison ou cloueront-ils, Une fois pour toutes, au pilori tous ceux qui, jusqu'au crime, appuient le gouvernement russe... et l'imitent?

La C.G.T.U. continuant la politique de ses chefs d'aujourd'hui, il faut avoir le courage d'admettre la grande faute commise à Bourges.

Car, - rester, dans les conditions actuelles à la C.G.T.U. c'est, d'un côté, acquiescer à l'assassinat des nôtres, et de l'autre, faire le jeu du gouvernement russe, - c'est-à-dire de Mussolini et de Poincaré.

Ce ne serait pas digne de la minorité syndicaliste révolutionnaire!

Elle doit le prouver au grand jour. Elle doit le prouver aujourd'hui!

Alexandre SCHAPIRO.
